



ARVERNE
C O N S E I L

Eric CUIPIF

*Diplômé d'Expertise-comptable
Commissaire aux comptes*

Geoffroy GLAZIOU

*Diplômé d'Expertise comptable
Commissaire aux comptes*

Eric MAS

Commissaire aux comptes



BGE AURA

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Espace de Coworking Hiptown

20 bd Eugène Deruelle

69003 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

ARVERNE CONSEIL

SARL au capital de 283.150 €
17 rue de Sarliève – Le Triangle
63800 COURNON D'AUVERGNE

Société de Commissariat aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Lyon-Riom

A l'attention de l'assemblée générale de l'association BGE AURA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BGE AURA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cournon d'Auvergne, le 27 juin 2024

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES



ARVERNE CONSEIL SARL
représentée par Eric MAS

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2023 (12 mois)				31/12/2022 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés,						
Immobilisations corporelles						
. Autres immobilisations corporelles	190 079	87 225	102 854	5,02	140 835	6,25
Immobilisations financières						
. Autres titres immobilisés	7		7	0,00	7	0,00
. Autres	35 391		35 391	1,73	35 373	1,57
TOTAL (I)	225 477	87 225	138 252	6,75	176 215	7,82
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	880 018	50 000	830 018	40,50	720 994	31,98
. Autres	1 025 986	7 747	1 018 239	49,69	993 167	44,05
Disponibilités	46 532		46 532	2,27	352 991	15,68
Charges constatées d'avance	16 246		16 246	0,79	11 167	0,50
TOTAL (II)	1 968 782	57 747	1 911 035	93,25	2 078 320	92,18
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 194 259	144 972	2 049 287	100,00	2 254 536	100,00

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires		7 622	0,37	7 622	0,34
. Fonds propres complémentaires		104 742	5,11	104 742	4,65
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires		18 665	0,91	41 877	1,86
Réserves					
. Réserves pour projet de l'entité		868 980	42,40	868 980	38,54
Report à nouveau		-189 832	-9,25	-383 432	-17,00
Excédent ou déficit de l'exercice		277 929	13,56	193 600	8,59
Situation nette (sous total)		1 088 107	53,10	833 390	36,97
	TOTAL (I)	1 088 107	53,10	833 390	36,97
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds dédiés		76 412	3,73	83 688	3,71
	TOTAL (II)	76 412	3,73	83 688	3,71
PROVISIONS					
Provisions pour risques		176 342	8,61	129 686	5,75
	TOTAL (III)	176 342	8,61	129 686	5,75
DETTES					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		263 337	12,85	500 763	22,21
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		248 648	12,13	381 353	16,91
Dettes fiscales et sociales		142 617	6,96	250 326	11,10
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				22 005	0,98
Autres dettes		53 325	2,60	53 325	2,37
Produits constatés d'avance		500	0,02		
	TOTAL (IV)	708 427	34,57	1 207 772	53,57
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 049 287	100,00	2 254 536	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

Paraphé pour les besoins d'identification

ARVERNE CONSEIL

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%	
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Ventes de biens et services						
- Ventes de prestations de services	2 254 420		2 019 399		235 021	11,64
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	747 454		763 151		-15 697	-2,05
- Ressources liées à la générosité du public						
- Contributions financières	20 650		10 000		10 650	106,50
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	108 370		316 367		-207 997	-65,74
Utilisations des fonds dédiés	83 688				83 688	N/S
Autres produits	718		1 532		-814	-53,12
Total des produits d'exploitation (I)	3 215 300		3 110 449		104 851	3,37
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Autres achats et charges externes	857 658		813 321		44 337	5,45
Impôts, taxes et versements assimilés	106 582		112 131		-5 549	-4,94
Salaires et traitements	1 320 172		1 314 982		5 190	0,39
Charges sociales	420 141		410 865		9 276	2,26
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	38 879		45 051		-6 172	-13,69
Dotations aux provisions	90 542		93 886		-3 344	-3,55
Reports en fonds dédiés	76 412		83 688		-7 276	-8,68
Autres charges	22 200		26 438		-4 238	-16,02
Total des charges d'exploitation (II)	2 932 587		2 900 363		32 224	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	282 713		210 086		72 627	34,57
PRODUITS FINANCIERS:						
Autres intérêts et produits assimilés	151		342		-191	-55,84
Total des produits financiers (III)	151		342		-191	-55,84
CHARGES FINANCIERES:						
Intérêts et charges assimilées	3 680		3 328		352	10,58
Total des charges financières (IV)	3 680		3 328		352	10,58
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-3 529		-2 986		-543	-18,17
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	279 184		207 100		72 084	34,81
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	1 050		13 500		-12 450	-92,21
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	205				205	N/S
Total des charges exceptionnelles (VI)	1 255		13 500		-12 245	-90,69
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-1 255		-13 500		12 245	90,70

BGE AURA

COMPTES DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

COMPTES DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
Total des produits (I + III + V)	3 215 450	3 110 792	104 658	3,36
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 937 521	2 917 191	20 330	0,70
EXCEDENT OU DEFICIT	277 929	193 600	84 329	43,56
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

Préambule**OBJET SOCIAL**

L'objet social de BGE AURA est défini dans ses statuts de la manière suivante:

"BGE AURA est un outil de développement économique local. Sa mission consiste dans l'accompagnement des créateurs et repreneurs d'activités économiques et dans le conseil en développement d'organismes qui participent à la revitalisation du tissu économique local. Il utilise toute forme de solidarité telle la mise à disposition de compétences, le parrainage, le suivi et l'aide financière."

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES

Les activités de BGE AURA s'articulent autour de 4 objectifs principaux:

- Déclencher l'initiative

Afin de démocratiser l'accès à l'initiative et susciter l'envie de créer, nous menons des actions d'émergence à travers le programme Activ'Créa Emergence, des actions de sensibilisation (milieu scolaire, organisme de formation, mission locale,...), la réalisation de bilan de compétences entrepreneuriales.

- Former, Tester, Outiller

Nous nous adaptons aux différentes logiques d'apprentissage en mixant les formations individuelles, collectives, à distance.

Ainsi, nous proposons des outils numériques de business plan et nous réalisons différents types d'accompagnements et formations selon le profil, les besoins, et l'avancée du projet du bénéficiaire.

- Donner accès au financement

Nous aidons à mobiliser le juste financement. Grâce aux partenariats noués avec les banques et les acteurs associatifs, BGE AURA aide à mobiliser les fonds nécessaires.

- Développer et faire réussir

Nous accompagnons les entrepreneurs vers la pérennisation de leur activité: concevoir une stratégie commerciale, trouver des solutions d'immobilier d'entreprise, mise en réseau...

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 049 287,04 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 277 928,98 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 26/06/2024 par le Conseil d'Administration.

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

2 - Principes, règles et méthodes comptables**2.1 - Méthode générale**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Agencements, aménagements, installations	de 05 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 5 ans
Mobilier	de 07 à 8 ans

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est calculée sur la base du risque de non recouvrement.

C'est le cas de la créance sur COAGIR pour un total de 204 040 euros, dont le risque de non recouvrement est évalué à 50 000 euros et qui avait fait l'objet d'une dotation aux provisions pour dépréciation à hauteur de ce montant dans les comptes au 31/12/2021. Le risque étant toujours avéré, la provision n' a pas évoluée à la clôture de l'exercice 2023.

La créance sur ADEIT/ADELFA, qui s'élève à 7 747 euros, a également été dépréciée à 100%.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.4 - Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est détaillé au point 6 Autres Informations.

2.2.6 - Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	190 629	1 103	1 652	190 079
Immobilisations financières	35 380	1 915	1 896	35 398
TOTAL	226 009	3 018	3 549	225 477

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	7 136	4 850		11 987
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	42 657	34 234	1 652	75 238
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	49 793	39 084	1 652	87 225
TOTAL GENERAL (I+II)	49 793	39 084	1 652	87 225

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	35 391		35 391
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	880 018	880 018	
Autres créances	1 025 986	1 025 986	
Charges constatées d'avance	16 246	16 246	
TOTAL	1 957 641	1 922 250	35 391

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	660 238
Subventions / financements	472 013
Autres produits à recevoir	2 733
TOTAL	1 134 984

3.5 - Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	57 747			57 747
Comptes financiers				
TOTAL	57 747			57 747

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	112 364				112 364
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	41 877			23 212	18 665
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	868 980				868 980
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-383 432	193 600			-189 832
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	193 600	-193 600	277 929		277 929
Dont générosité du public					
Situation nette	833 390		277 929	23 212	1 088 107
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	833 390		277 929	23 212	1 088 107
TOTAL dont générosité du public					

Paraphe pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.2 - Fonds dédiés**

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte Fonds dédiés avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte Reports en fonds dédiés.

Au 31/12/2023, les ressources affectées par les financeurs du DLA et qui n'ont pas été entièrement utilisées concernent les conventions suivantes :

- Fonds ingénierie 2022:

Montant initial: 60 000€

Fonds à engager au début de l'exercice: 38 635 €

Utilisation de fonds reportés: 38 635 €

Fonds restant à engager en fin d'exercice: 0

- Enveloppe expertise partagée 2022:

Montant initial: 60 692 €

Fonds à engager au début de l'exercice: 45 053 €

Utilisation de fonds reportés: 41 564 €

Remboursement de fonds non utilisés: 3 490 €

Fonds restant à engager en fin d'exercice: 0

- Fonds ingénierie 2023:

Montant initial: 80 000€

Fonds à engager au début de l'exercice: 0

Report en fonds dédiés : 28 750 €

Fonds restant à engager en fin d'exercice: 28 750 €

- Enveloppe expertise partagée 2023:

Montant initial: 60 692 €

Fonds à engager au début de l'exercice: 0

Report en fonds dédiés : 47 662 €

Fonds restant à engager en fin d'exercice: 47 662 €

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	83 688	76 412	80 199	3 490		76 412	
TOTAL	83 688	76 412	80 199	3 490		76 412	

4.3 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées		Paraphé pour les besoins d'identification ARVERNE CONSEIL		
TOTAL I				
Provisions pour litiges	50 000	34 705		84 705
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	35 800	9 722		45 522
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	43 886	46 115	43 886	46 115
TOTAL II	129 686	90 542	43 886	176 342
TOTAL GENERAL (I+II)	129 686	90 542	43 886	176 342
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		90 542	43 886	
- financières				
- exceptionnelles				

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

Les provisions pour litiges, pour un total de 84.705 euros, correspondent à deux risques de litiges prud'homaux.

- Une ancienne salariée, licenciée pour faute grave en août 2021, avait contesté le motif de son licenciement. Elle avait saisi le conseil des prud'hommes le 6 juillet 2022. Une provision de 50.000 € a été dotée dans les comptes de l'exercice 2022.

Le jugement rendu par le Conseil des Prud'hommes le 21/02/2024 a condamné BGE AURA à lui verser 67 447 euros, hors charges. BGE a interjeté appel de cette décision. La provision constituée pour faire face à ce risque correspond à la condamnation prononcée en 1ère instance, soit 74 823 euros (charges sociales comprises).

- Un ancien salarié, licencié pour faute grave, a également saisi le conseil des Prud'hommes en juin 2023. Il conteste le motif de son licenciement. La provision de 9.882 euros, dotée au 31/12/2023, correspond à l'intégralité de ses prétentions (charges sociales comprises).

La dotation aux autres provisions pour risques et charges correspond au risque de non recouvrement d'une partie du FSE à hauteur de 46 115 euros, soit 10% de la subvention 2023 ;

La reprise des autres provisions pour risques et charges, pour 43 886 euros, correspond à la reprise de la provision pour risque de non recouvrement du FSE dotée dans les comptes de l'exercice 2022.

Le calcul de la provision pour pensions et obligations similaires est détaillé au point 6 Autres Informations.

4.4 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	263 337	150 274	113 063	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	248 648	248 648		
Dettes fiscales & sociales	142 617	142 617		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	53 325	53 325		
Produits constatés d'avance	500	500		
TOTAL	708 427	595 364	113 063	

Paraphé pour les besoins d'identification
ARVERNE CONSEIL

4.5 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	6
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	109 494
Dettes fiscales & sociales	60 933
Autres dettes	
TOTAL	170 433

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euro

5 – FORMATION PROFESSIONNELLE

5.1 – Ressources de l'organisme :

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
I – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises				
Etat, Collectivités locales, étab.pub				
Entreprises : via fongécif, OMA,				
FAF				
Particuliers	550	0,02%		
Sous total I	550	0,02%	0	
II - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	311 044	11,62%	336 400	13,44%
Etat	296 404	11,07%	282 744	11,29%
Régions	134 789	5,04%	158 173	6,32%
Autres collectivités territoriales	208 688	7,80%	159 054	6,35%
Sous total II	950 925	35,53%	936 371	37,40%
Autres organismes de formation	24 253	0,91%	89 816	3,59%
Autres ressources	1 700 678	63,54%	1 477 448	59,01%
Sous total III	1 724 931	64,45%	1 567 264	62,60%
Total des ressources	2 676 406	100,00%	2 503 635	100,00%

5.2 – Décomposition des actions de formation par finalité :

FINALITE DES ACTIONS	Volumes financiers			
	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
Diplômantes				
Perfectionnement professionnel et qualifiant	2 676 406	100,00%	2 503 635	100,00%
Insertion sociale				
Total	2 676 406	100,00%	2 503 635	100,00%

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentés en Euro

5 – FORMATION PROFESSIONNELLE (suite)

5.3 – Conventions de ressources publiques affectées :

Convention	Montant initial	SUIVI D'EXECUTION		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
FSE - JLMP PO AUVERGNE	-19 836		-19 836	0
FSE - JLMP PO RHONE-ALPES	4 516		4 516	0
FSE - ASC AURA	281 068		281 068	0
REGION AURA - ASC	113 721		113 721	
CLERMONT METROPOLE -QPV	7 000		7 000	0
CLERMONT METROPOLE - FONCTIONNEMENT	15 000		15 000	0
CLERMONT METROPOLE - RECRUT'SENIORS	3 000		3 000	0
RIOM LIMAGNE - ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT	2 000		2 000	0
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE - ANIMATION OFFRE SOUTIEN A L'ENTREPREUNARIAT	5 000		5 000	0

Paraphé pour les besoins d'identification
ARV ENNE CONSEIL

6 - Autres informations**6.1 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés**

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 45 522 euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode prospective
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective SYNTEC
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux de rotation du personnel : 2% pour les 50/59 ans, 1% pour les 40/49 ans, 4% pour les 30/39 ans, 7% pour les 20/29 ans, 0% pour les 0/19 ans.
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1,5 %
- le taux d'actualisation retenu : 3,17 %
- le taux moyen des charges sociales : 50 % pour les cadres, 21 % pour les non cadres

6.2 - Rémunération des cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2023 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 81 985 euros.

Ces rémunérations ne comprennent pas d'avantages en nature.

6.3 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	9	
Non Cadres	38	
TOTAL	47	0

6.4 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 10.680 euros.